



STOP aux provocations et violences du gouvernement !!!

Le gouvernement est minoritaire dans le pays : un sondage fait état de 81 % des personnes interrogées qui pensent que le bilan du gouvernement Hollande est « négatif ». 74 % des sondés déclarent être opposés à la loi El Khomri. Le gouvernement est minoritaire à l'Assemblée : faute de pouvoir faire voter sa loi « Travail » par les députés de son propre parti, le gouvernement dégage l'artillerie anti-démocratique de la Vème République : avec l'article 49.3, il passe en force au Parlement.

Face à l'opposition résolue des syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, et des organisations de jeunesse UNEF, FIDL, UNL, réclamant ensemble depuis plus de 2 mois le retrait de la loi El Khomri, ce gouvernement qui a perdu sa légitimité décide d'amplifier les provocations. Après les violences, répressions et provocations policières qui ont émaillé les manifestations du 9 mars, du 17 mars, du 24 mars, du 31 mars, du 9 avril, du 28 avril, du 1^{er} mai (<http://www.ferc-sup.cgt.fr/site/spip.php?article3192>), la détermination du pouvoir à réprimer et étouffer la contestation ne se dément pas : **un nouveau cran a été franchi et le gouvernement en porte l'entière responsabilité. Qu'on en juge.**

Ce 12 mai 2016, des dizaines de manifestations avaient lieu dans toute la France. En province, de nouveaux affrontements ont eu lieu. À Lille, par exemple, le cortège syndical a été scindé en deux par la police. Les CRS ont ensuite chargé la seconde partie du cortège. À Paris, près de 50.000 personnes ont défilé. De graves incidents ont eu lieu en fin de manifestation : le carré de tête a été violemment attaqué par des agents provocateurs non identifiés ; les services d'ordre de la CGT et de FO ont eu à compter une dizaine de blessés, dont 5 ont dû aller à l'hôpital pour examen. Ensuite, lors de la dispersion, les manifestants de la FERC CGT qui étaient en train de quitter la manifestation ont été agressés par les CRS. Des membres de la direction de la FERC CGT, de la CGT FERC Sup, de la CGT INRA, des militants de la FERC CGT ont été gazés par les forces de police sans qu'aucune violence de leur part ait été commise. Bien au contraire, en coupant délibérément les forces militantes de la FERC CGT et en enfermant une partie des militants dans une nasse qu'elles ont volontairement créée, ce sont les forces de police qui ont provoqué artificiellement les conditions d'un incident qui ne pouvait que déboucher sur le gazage agressif des militants de la FERC CGT. Des responsables des organisations de notre Fédération et de ses organisations, des camarades venus aider à l'organisation de la manifestation et des militants de la FERC CGT ont été directement pris pour cible. Ni *burn out* ou dérapage dû à l'épuisement, les forces de police qui étaient en face de nous étaient calmes, déterminées et exécutaient directement les ordres qui leur étaient donnés par leurs supérieurs dans leurs oreillettes.

Le gouvernement, délégitimé et acculé, tente d'amplifier l'offensive générale contre la jeunesse, contre les syndicats, CGT en tête, et contre la classe ouvrière pour imposer les régressions sociales voulues par le patronat. Il porte l'entière responsabilité des violences parlementaires du 11 juin et anti-syndicales du 12 juin.

Plus que jamais, la CGT FERC Sup exige le retrait de la loi El Khomri.

De nombreux secteurs (chimie, transport, cheminots, dockers...) ont décidé de renforcer la mobilisation. Partout dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, nous invitons les syndicats à organiser des AG, pour proposer aux salariés la grève et sa reconduction jusqu'au retrait.

Nous appelons à continuer de faire grève et manifester les 17 et 19 mai.

Tous ensemble, pour le retrait total !

Montreuil, le 13 mai 2016